



## **Termes de référence**

### **Commissaires aux comptes**

#### **PRÉSENTATION**

Union internationale d'ONG communautaires de lutte contre le sida et les hépatites virales fondée en 2008, Coalition PLUS intervient aujourd'hui dans près de 40 pays et auprès d'une centaine d'organisations de la société civile. Suivant le principe de gouvernance partagée qui la régit, l'union implique 16 organisations adhérentes, du Nord et du Sud, dans la prise de décision stratégique. A travers les différents programmes de son Secrétariat et ses 6 plateformes sous-régionales d'interventions, elle a pour objectif de renforcer les capacités des associations communautaires, tout en organisant des espaces privilégiés de partage de connaissances et d'expertise.

La démarche communautaire guide l'action des associations membres depuis leur création, nourrit le positionnement politique et irrigue le fonctionnement de Coalition PLUS à tous les niveaux. Ainsi, Coalition PLUS milite pour que les personnes infectées, affectées ou particulièrement vulnérables au VIH et au VHC soient systématiquement associées aux processus de décision, ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle des programmes de santé qui les concernent. Placer ces personnes au cœur de la lutte, reconnaître leur expertise communautaire à sa juste valeur, c'est non seulement pouvoir compter sur leur responsabilisation accrue, mais également gagner en légitimité, tout en accroissant l'efficacité des actions engagées.

Le modèle financier de Coalition PLUS repose sur la mobilisation de fonds auprès de bailleurs publics et privés (tels que l'AFD, Expertise France, l'Union Européenne, ou des fonds privés comme la collecte grand public et l'apport de membres). Une partie significative de ses actions implique un mécanisme d'apport financier à ses membres internationaux pour la mise en œuvre d'actions structurantes et de programmes de santé.

Le siège de l'organisation est situé à Pantin, France.

#### **OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

La présente consultation a pour objet la désignation du Commissaire aux Comptes (CAC) titulaire (et le cas échéant suppléant) de l'association Coalition PLUS.

Le mandat est prévu pour une durée de 6 exercices comptables, couvrant la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031.

Il ne s'agit pas d'un audit financier de projet spécifique, mais bien de la mission légale de certification des comptes de l'entité Coalition PLUS France.

Le candidat doit obligatoirement justifier d'une inscription en cours de validité sur la liste des commissaires aux comptes tenue par la Haute Autorité de l'Audit (H2A), conformément aux dispositions de l'article L. 821-13 du Code de commerce. »

## **DESCRIPTION DE LA MISSION**

Conformément aux règles de la profession et aux normes d'exercice professionnelles (NEP), le Commissaire aux Comptes assurera les missions suivantes pour l'ensemble de la période du mandat :

- **Audit légal et certification** : L'expression d'une opinion sur la régularité, la sincérité et l'image fidèle des comptes annuels de l'association.
- **Vérifications spécifiques** : La vérification de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations financières données dans le rapport de gestion et les documents adressés aux membres.
- **Conventions réglementées** : L'établissement du rapport spécial sur les conventions réglementées.
- **Prévention et alerte** : La prévention des difficultés de l'association dans le cadre de la procédure d'alerte, le cas échéant.
- **Attestations** : L'émission d'attestations pour les bailleurs de fonds lorsque cela est requis dans le cadre des financements obtenus.

Spécificités à prendre en compte : Le soumissionnaire devra démontrer sa capacité à appréhender les spécificités de Coalition PLUS, notamment :

- La gestion de financements multi-bailleurs (publics français, européens, internationaux).
- Les flux financiers internationaux vers les associations membres et partenaires (mécanismes de rétrocession/apports financiers), ainsi que les refacturations interbureaux avec Coalition PLUS Belgique, Coalition PLUS Afrique, Coalition PLUS Suisse et Coalition PLUS Espagne.
- Le cadre associatif de la solidarité internationale.

Livrables attendus :

- Rapports sur les comptes annuels.
- Rapports spéciaux sur les conventions réglementées.
- Compte-rendu détaillé des observations et recommandations après chaque mission d'audit (lettre de direction).
- Tous les livrables devront être transmis en français. Coalition PLUS procédera à la traduction en anglais et le CAC devra accepter de signer la version traduite après vérification.

## **CALENDRIER DE LA MISSION (Estimation annuelle)**

- À titre indicatif, le calendrier annuel classique s'établit comme suit :
- Clôture des comptes : 31 décembre.

- Intervention finale : Avril / Mai de l'année N+1.
- Remise des rapports : Pour le Conseil d'Administration arrêtant les comptes (généralement Mai/Juin) en vue de l'Assemblée Générale (Juillet).

## CONTENU DE L'OFFRE

Le dossier de réponse doit comprendre les éléments suivants :

### 1. Une offre technique incluant :

- La présentation générale du cabinet, son organisation et son positionnement RSE.
- La compréhension des enjeux et spécificités de Coalition PLUS (secteur associatif, solidarité internationale).
- La présentation de l'équipe dédiée (associés, directeurs, collaborateurs) et sa stabilité.
- Les références pertinentes dans le secteur des ONG internationales ou structures bénéficiant de financements publics (AFD, Expertise France, ANRS, etc.).
- La méthodologie d'audit proposée et le calendrier d'intervention.

### 2. Une offre financière détaillée (en euros TTC) précisant :

- Le montant des honoraires annuels pour la mission de certification (détail du nombre d'heures et taux horaires par profil).
- Les modalités de facturation et d'évolution des honoraires sur les 6 ans.
- Le barème pour les missions exceptionnelles ou attestations complémentaires.

3. Déclaration d'intégrité : L'annexe « Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social » dûment signée (obligatoire pour les marchés impliquant des fonds AFD et Expertise France dès 1.000 euros).

## CRITÈRES DE SÉLECTION

Les offres seront évaluées sur la base des critères suivants : Compréhension du besoin et des spécificités de Coalition PLUS (secteur ONG / VIH / International). Expérience avérée dans l'audit de la solidarité internationale et des financements publics. Qualité et stabilité de l'équipe proposée. Offre financière (coût global et cohérence du temps passé).

## 7. MODALITÉS DE RÉPONSE

Les offres doivent être adressées avant le 09 Mars 2026 à 23h59 GMT.

Elles doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse [prestation@coalitionplus.org](mailto:prestation@coalitionplus.org)

Merci d'indiquer en objet du mail : « Offre Commissariat aux Comptes - Coalition PLUS ».

Annexe - Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et d'engagement environnemental et social

Intitulé de l'appel d'offres : Certification des comptes Commissaires aux Comptes (le "Marché")

A : Coalition PLUS (le "Maître d'Ouvrage")

Nous reconnaissons et acceptons que les bailleurs institutionnels de Coalition PLUS (AFD, Expertise France, ANRS, Mairie de Paris, RCF) qui vont financer cette prestation de services ne finance(nt) les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de financement qui la lie au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre les bailleurs de Coalition PLUS et notre entreprise, notre groupement et nos sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation de ses marchés et de leur exécution ultérieure.

Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :

2.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Projet pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché;

2.3) avoir fait l'objet d'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

2.4) figurer sur les Listes de Sanctions Financières adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.5) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ;

2.6) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.7) avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation par un jugement ayant force de chose jugée pour l'un des actes visés aux articles 6.1 à 6.4 ci-après ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou l'exécution d'un marché financé par les bailleurs de Coalition PLUS ;

2.8) être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque mondiale, à compter du 30 mai 2012, et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>;

2.9) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché.

Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance des bailleurs de Coalition PLUS et résolu à sa satisfaction.

3.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance des bailleurs de Coalition PLUS et résolu à sa satisfaction ;

3.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures :

avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considéré ;

être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.

Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.

Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera les bailleurs de Coalition PLUS, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que se soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune Pratique Anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la

concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6) Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de la France.

6.7) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux telles que définies dans le plan de gestion environnementale et sociale ou, le cas échéant, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.

Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons (nom du bailleur ou des bailleurs) à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par les bailleurs de Coalition PLUS.

8. Nous reconnaissons et acceptons qu'en cas d'identification de l'une des situations listées ci-dessus nous concernant, le Bénéficiaire de la subvention serait tenu de transmettre ces données au Bailleur à l'origine du financement et que ce dernier pourrait les inclure dans un système de détection rapide et d'exclusion et les publier sur leur site internet.

Nous nous engageons à communiquer sans délai au bailleur, tout changement de notre situation au cours de la passation et le cas échéant l'exécution du marché, au regard de la présente déclaration.

Nom :                      En tant que :

Signature :

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de

En date du :                      jour de :